



TUNISIE

Solidarité avec les syndicalistes et militants emprisonnés ou inculpés du bassin minier de Gafsa

Depuis janvier 2008, la population du bassin minier de Gafsa au Sud Ouest de la Tunisie mène, pacifiquement et dans la dignité, une importante révolte sur fond de grande pauvreté, de chômage endémique et de flambée des prix. Elle proteste contre la corruption et pour le droit au travail et au développement local, réclame l'ouverture de négociations pour l'avenir de la région.

Le pouvoir central y a répondu par une répression de plus en plus dure, qui rend aujourd'hui le mouvement exsangue de ses leaders et de ses jeunes, et touche jusqu'aux soutiens militants du pays et de l'immigration, aux avocats et aux journalistes. La direction du mouvement a été arrêtée, des dizaines de syndicalistes impliqués dans le mouvement, notamment enseignants, subissent la torture et les mauvais traitements dans les geôles tunisiennes, dans l'attente de leurs procès. Parallèlement, le pouvoir criminalise aussi les soutiens extérieurs parmi l'immigration à l'étranger, comme en témoigne notamment l'inculpation en Tunisie de Mouhieddine Cherbib, président de la Fédération des Tunisiens Citoyens des Deux Rives (FTCR), à Paris.

Nous, syndicats, protestons contre les arrestations des militants et syndicalistes du mouvement pacifique de Gafsa.

Nous réclamons la libération immédiate des détenus en attente de procès ou condamnés.

Nous protestons contre la criminalisation de la solidarité avec ce mouvement et l'ingérence des autorités tunisiennes, à cette occasion, contre les ONG et institutions de la société civile, en France comme dans d'autres pays, lesquelles n'ont fait qu'agir dans le respect des lois de leurs pays.

Nous demandons à la présidence française et à l'Union européenne d'intervenir auprès de Tunis en raison du non respect par les autorités tunisiennes de la clause protégeant les droits de l'Homme contenue dans l'accord d'association entre la Tunisie et l'Union Européenne.

Nous exprimons notre solidarité avec les syndicalistes emprisonnés et la lutte de la population minière de Gafsa dont nous soutenons la juste cause